

Unité départementale d'Ille et Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes

Rennes, le 20/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOPRAL - Macaire

Macaire
35470 Pléchâtel

Code AIOT : 0005506698

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/02/2025 dans l'établissement SOPRAL - Macaire implanté Lieu-dit Macaire 35470 Pléchâtel. L'inspection a été annoncée le 22/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOPRAL - Macaire
- Lieu-dit Macaire 35470 Pléchâtel
- Code AIOT : 0005506698
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'installation est spécialisée dans la production d'aliments pour animaux de compagnie. Son effectif est de 130 personnes et près de 50% de la production est exportée.

Thèmes de l'inspection :

- Équipement sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Equipements soumis au suivi en service	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Accessoires de sécurité	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Conditions d'utilisation, respect de la notice	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
6	Dossiers des équipements	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	Liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Demande d'action corrective	3 mois
8	Déclaration de mise en service	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 8	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
9	Contrôle de mise en service	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 10	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
10	Fréquence des inspections périodiques sans PI	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
11	Fréquence d'une requalification périodique sans PI	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
12	Réalisation d'une requalification périodique sans PI	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 23 et 24	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Equipements pouvant être mis en service et utilisés	Code de l'environnement du 16/07/2013, article L.557-4	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Chômage des installations	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté d'importantes lacunes dans le suivi documentaire des appareils à pression présents sur le site. Les dossiers d'exploitation présentés sont incomplets dans la plupart des cas. En outre, s'agissant des récipients d'air comprimé, il a été constaté l'absence des déclarations et des contrôles correspondants obligatoires à la mise en service de ces équipements ainsi que des premières inspections périodiques requises. Une nécessaire réorganisation du suivi des équipements sous pression au sein de l'établissement est indispensable, compte tenu des carences constatées lors de la présente inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Equipements pouvant être mis en service et utilisés

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/07/2013, article L.557-4
Thème(s) : Risques accidentels, Marquage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article L.557-4</p> <p>Les produits ou les équipements mentionnés à l'article L. 557-1 ne peuvent être mis à disposition sur le marché, stockés en vue de leur mise à disposition sur le marché, installés, mis en service, utilisés, importés ou transférés que s'ils sont conformes à des exigences essentielles de sécurité relatives à leurs performance, conception, composition, fabrication et fonctionnement et à des exigences d'étiquetage.</p> <p>Cette conformité à ces exigences est attestée par un marquage, apposé avant la mise sur le marché du produit ou de l'équipement, ainsi que par l'établissement d'attestations.</p> <p>Pour des raisons techniques ou de conditions d'utilisation, certains produits ou équipements peuvent faire l'objet d'une dispense de marquage.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection s'est assurée de la cohérence entre les numéros de série figurant sur les plaques constructeurs des appareils recensés par l'exploitant avec les documents présentés par l'exploitant (déclaration de conformité et/ou compte-rendu de contrôle réglementaire). L'inspection n'a pas relevé d'anomalie sur ce point</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Equipements soumis au suivi en service

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Champ d'application

Prescription contrôlée :**Article 1**

I. - Les dispositions du présent arrêté s'appliquent au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples définis au I de l'article R. 557-14-1 du code de l'environnement.

Ils sont appelés " équipements " dans le cadre du présent arrêté.

II. - Sont également soumis aux dispositions du présent arrêté, selon les modalités précisées dans les différents articles, les accessoires sous pression et les accessoires de sécurité définis aux 1° et 2° du III de l'article R. 557-14-1 du code de l'environnement.

III. - Les équipements sous pression et les ensembles définis à l'article R. 557-9-2 qui n'ont pas fait l'objet d'une évaluation de conformité et qui sont utilisés dans l'intérêt de l'expérimentation du code de l'environnement sont soumis aux dispositions de l'article 31.

IV - Les équipements destinés au fonctionnement des véhicules mentionnés aux articles R. 321-6 à R. 321-19 du code de la route, construits selon le décret du 18 janvier 1943 et ses textes d'application, sont soumis aux dispositions particulières de l'annexe 1.

V. - Le présent arrêté n'est pas applicable aux équipements standards cités au a de l'article R. 557-9-2 du code de l'environnement.

Constats :

L'inspection a vérifié les accessoires de sécurité suivants :

Générateur de vapeur n°15061: soupapes de marque ARI n° 210022530-043. L'exploitant n'a présenté ni la déclaration de conformité de la soupape, ni de certificat de retarage. A noter cependant la présence sur la soupape d'un scellement de la société Presto contrôle pouvant témoigner d'une opération de retarage. la date qui y figure n'est cependant pas lisible.

Récipient d'air comprimé n°P126724 (mise en service 2019): soupapes de marque NGI n° 019341892. L'exploitant a présenté la déclaration de conformité correspondante.

L'inspection n'a pas vérifié les références de la soupape équipant le réservoir n°P141094 (en hauteur, pas accessible). L'exploitant a transmis postérieurement à l'inspection la déclaration de conformité de cette soupape. L'examen de ce document n'appelle pas d'observation particulière de la part de l'inspection.

L'inspection n'a pas relevé la présence de soupapes de sécurité des deux groupes frigorifiques TRANE, malgré une recherche sur l'équipement. A noter, pour le groupe frigorifique TRANE ELF06155, que le plan d'inspection ne répertorie pas la présence de soupapes de sécurité.

L'inspection rappelle que l'exploitant doit disposer de l'ensemble des justificatifs de conformité des accessoires de sécurité installés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant confirmera à l'inspection que la bâche alimentaire de la chaufferie ne relève pas du suivi en service. Dans le cas contraire, les contrôles correspondants doivent être réalisés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Accessoires de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions générales d'installation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 3</p> <p>I. - Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle.</p> <p>A l'occasion du fonctionnement des accessoires de sécurité, un dépassement de courte durée de la pression maximale admissible, lorsque cela est approprié, est admis. La surpression momentanée est limitée à 10 % de la pression maximale admissible. [...]</p> <p>V. - Les accessoires de sécurité sont dimensionnés en fonction des conditions de service et des processus industriels mis en œuvre dans les équipements qu'ils protègent.</p> <p>La technologie retenue pour ces accessoires ainsi que leur position sur les installations sont compatibles avec les produits contenus dans les équipements qu'ils protègent. Ils ne doivent pas en particulier pouvoir être endommagés par des produits toxiques, corrosifs ou inflammables.</p> <p>Les mesures nécessaires sont prises pour que l'échappement du fluide éventuellement occasionné par leur fonctionnement ne présente pas de danger.</p> <p>Les conditions de leur installation ne font pas obstacle à leur fonctionnement, à leur surveillance ou à leur maintenance.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a vérifié les accessoires de sécurité suivants :</p> <p>Générateur de vapeur n°15061: soupapes de marque ARI n° 210022530-043. L'exploitant n'a présenté ni la déclaration de conformité de la soupape, ni de certificat de retarage. A noter cependant la présence sur la soupape d'un scellement de la société Presto contrôle pouvant témoigner d'une opération de retarage. la date qui y figure n'est cependant pas lisible.</p> <p>Réceptacle d'air comprimé n°P126724 (mise en service 2019): soupapes de marque NGI n° 019341892. L'exploitant a présenté la déclaration de conformité correspondante.</p> <p>L'inspection n'a pas vérifié les références de la soupape équipant le réservoir n°P141094 (en hauteur, pas accessible). L'exploitant a transmis postérieurement à l'inspection la déclaration de conformité de cette soupape. L'examen de ce document n'appelle pas d'observation particulière de la part de l'inspection.</p> <p>Les soupapes de sécurité des deux groupes frigorifiques TRANE n'ont été ni identifiées ni vérifiées. A noter, pour le groupe frigorifique TRANE ELF06155, que le plan d'inspection ne répertorie pas la présence de soupapes de sécurité.</p> <p>L'inspection rappelle que l'exploitant doit disposer de l'ensemble des justificatifs de conformité</p>

des accessoires de sécurité installés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre la déclaration de conformité et/ou le certificat de retarage de la soupape du générateur de vapeur. En outre, il doit confirmer ou infirmer la présence de soupapes de sécurité sur les deux groupes frigorifiques TRANE et transmettre, le cas échéant, les déclarations de conformités correspondantes ou justifier l'absence de tels accessoires de sécurité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Conditions d'utilisation, respect de la notice

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions générales d'exploitation
Prescription contrôlée : Article 4 I. - L'exploitant définit les conditions d'utilisation de l'équipement en tenant compte des conditions pour lesquelles il a été conçu et fabriqué. Sauf en cas d'application des dispositions de l'annexe 1 du présent arrêté, les conditions d'installation, de mise en service, d'utilisation et de maintenance définies par le fabricant, en particulier celles figurant sur l'équipement ou sa notice d'instructions, sont respectées.
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les notices d'instruction des récipients d'air comprimé. L'inspection n'a donc pas pu s'assurer de leur bonne prise en compte. Les notices d'instruction des groupes frigorifiques et du générateur de vapeur n'ont pas été consultés. L'inspection rappelle que ces notices ont une portée réglementaire et leurs préconisations doivent donc être mises en oeuvre.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit disposer des notices d'instructions et doit s'assurer de la mise en oeuvre de leur préconisations.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Chômage des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions générales d'exploitation
Prescription contrôlée :

Article 4

III. - En cas de chômage des installations, l'exploitant prend toutes les dispositions de conservation nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de celui-ci, conformément à un guide approuvé par décision du ministre chargé de la sécurité industrielle publiée au Bulletin officiel du ministère chargé de la sécurité industrielle. Sous réserve du respect de ces dispositions, la période de chômage n'est pas prise en compte pour déterminer les échéances des opérations de contrôle. Dans le cas contraire, la remise en service est subordonnée au résultat favorable d'une inspection périodique si son échéance est dépassée, ou d'une requalification périodique si son échéance est dépassée.

Constats :

L'exploitant a indiqué que l'un des groupes frigorifiques était à l'arrêt et déconnecté. Lors de l'inspection, il a été constaté qu'il était connecté au réseau d'eau glacée et sous tension. Il n'était néanmoins pas en production. L'inspection a indiqué que ces constats démontrent que l'équipement est en service et doit donc, si nécessaire, faire l'objet des contrôles réglementaires requis (sur la base des éléments figurant dans la liste des ESP, cet équipement ne fait pas l'objet d'un plan d'inspection, ce sont donc les échéances et les modalités de contrôles du régime général qui s'appliquent).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Dossiers des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6

Thème(s) : Risques accidentels, Conditions générales d'exploitation

Prescription contrôlée :

Article 6

I. - L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents papier ou numériques.

Ce dossier comprend les informations suivantes relatives à la fabrication :

- si l'équipement est construit suivant les directives européennes applicables, le cas échéant, la notice d'instructions, les documents techniques, plans et schémas nécessaires à une bonne compréhension de ces instructions ;
- si l'équipement a été construit selon des réglementations françaises antérieures au marquage CE ou pour les équipements néo-soumis, l'état descriptif initial ou reconstitué dans des conditions précisées par une décision du ministre chargé de la sécurité industrielle ;
- l'identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglage. [...]

Ce dossier comprend également les informations suivantes relatives à l'exploitation :

- pour tous les équipements :
- la preuve de dépôt de la déclaration de mise en service pour les équipements qui y sont ou y ont été soumis ;
- un registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles, y compris de mise en service le cas échéant, aux inspections et aux requalifications périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et modifications ;

<ul style="list-style-type: none"> - les attestations correspondantes avec une durée de conservation minimale supérieure à la période maximale entre 2 requalifications périodiques pour les comptes - rendus d'inspections et les attestations de requalifications périodiques ou durée de vie de l'équipement pour les autres opérations ; - en outre, pour les équipements suivis en service avec un plan d'inspection, le plan d'inspection ; - pour les tuyauteries soumises à inspection périodique, le programme de contrôle prévu au III de l'article 15 lorsqu'il est requis ; <p>II. - Ce dossier d'exploitation est transmis au nouvel exploitant lors d'un changement de site ou de propriétaire.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a procédé à un examen par sondage. Elle a relevé que le classement existant ne permet pas un accès suffisant aux documents concernant le générateur de vapeur. L'exploitant n'a pas présenté, lors de l'inspection, le plan de contrôle de la chaudière, le dernier compte-rendu de requalification périodique, le registre de suivi, la déclaration de conformité de la soupape ainsi que la déclaration de conformité de la chaudière. L'exploitant a cependant présenté le compte-rendu du contrôle après intervention établi par l'APAVE en 2015, suite au changement de combustible (intervention notable) ainsi que l'attestation de contrôle de mise en service établie la même année. Postérieurement, l'exploitant a transmis le dernier rapport de requalification périodique ainsi que le registre de suivi.</p> <p>S'agissant des deux réservoirs, l'exploitant a transmis postérieurement les déclarations de conformité. Il a présenté les déclarations de conformité des soupapes. il ne disposait pas des registres de suivi, des notices d'instruction.</p> <p>S'agissant du groupe frigorifique principal TRANE de 2023, l'inspection a constaté la présence du plan d'inspection, du compte-rendu de visite initiale. L'exploitant ne disposait pas des déclarations de conformité des soupapes de sécurité (sous réserves que la présence de ce type d'accessoires soit requise pour cet équipement).</p> <p>Le dossier du second groupe frigorifique n'a pas été examiné.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit disposer de dossier complet pour chaque équipement</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 7 : Liste des appareils à pression

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Conditions générales d'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 6</p> <p>III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les</p>

<p>dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</p> <p>L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p>
<p>Constats :</p> <p>La liste des ESP présentée comporte des inexactitudes. Ainsi, la fréquence d'inspection périodique pour le groupe TRANE GEAUGL-01-02 au titre des ESP n'est pas de 12 mois. En outre, la date de requalification périodique du générateur de vapeur n'est pas cohérente avec la date de l'attestation établie par l'organisme habilité.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 8 : Déclaration de mise en service

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 8</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration et contrôle de mise en service</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 8</p> <p>La déclaration de mise en service est requise avant la première mise en service de l'équipement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les deux récipients d'air comprimé ont les caractéristiques suivantes:</p> <p><u>Réceptacle cordivari n° de série P126724</u></p> <p>PMS: 10,67 bar</p> <p>Volume: 983 litres</p> <p>année de mise en service: 2019</p> <p><u>Réceptacle cordivari n° de série P141094</u></p> <p>PMS: 10,67 bar</p> <p>Volume: 983 litres</p> <p>année de mise en service: 2020</p> <p>Ces deux équipements relèvent de la déclaration de mise en service (PS X Volume > 10 000 bars.litres). Les déclarations n'ont pas été réalisées, entraînant l'absence des contrôles d'aptitude au service</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 9 : Contrôle de mise en service

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration et contrôle de mise en service
Prescription contrôlée : Article 10 Le contrôle de mise en service est requis avant : <ul style="list-style-type: none">- la première mise en service de l'équipement ou après une évaluation de conformité liée à une intervention importante définie à l'article 27 du présent arrêté ;- la remise en service en cas de nouvelle installation en dehors de l'établissement dans lequel l'équipement était précédemment utilisé.
Constats : Les deux récipients d'air comprimé soumis à déclaration de mise en service n'ont pas fait l'objet du contrôle de mise en service, ne permettant de certifier que ces équipements, avec leurs modalités d'installation, ne présentent pas de risque.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Fréquence des inspections périodiques sans PI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi sans plan d'inspection
Prescription contrôlée : Article 15 I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles. La période maximale est fixée au maximum à : <ul style="list-style-type: none">-1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ;-2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ; Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-

dessus.
II. - Les récipients mobiles sont en outre vérifiés extérieurement avant chaque remplissage.
III. - Les tuyauteries font l'objet d'inspections dont la nature et la période maximale sont précisées dans un programme de contrôle établi par l'exploitant dans l'année qui suit leur mise en service. [...]
Constats : Les récipients d'air comprimé n°P141094 et n°P141091 respectivement mis en service en 2020 et 2019 n'ont pas fait l'objet d'inspection périodique. La dernière inspection périodique du générateur de vapeur a été réalisée le 13/08/2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Fréquence d'une requalification périodique sans PI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi sans plan d'inspection
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 18</p> <p>I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ; - trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ; - six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ; - six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ; - six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ; - dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur. <p>Pour les extincteurs soumis à une pression maximale admissible de plus de 30 bar, la requalification périodique est réalisée à l'occasion du premier rechargement effectué plus de six</p>

ans après la requalification précédente, sans que le délai entre deux requalifications périodiques ne puisse excéder dix ans. Les autres extincteurs ne sont pas soumis à requalification périodique.
II. - La requalification périodique d'un équipement sous pression fixe est renouvelée lorsque celui-ci fait l'objet à la fois d'une installation dans un autre établissement et d'un changement d'exploitant.
Constats :
La dernière requalification du générateur de vapeur a été réalisée le 13/08/2019. l'exploitant a transmis postérieurement à l'inspection l'attestation correspondante. l'inspection n'a pas identifié de façon certaine sur l'équipement le marquage apposé par l'organisme habilité à cette occasion.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Réalisation d'une requalification périodique sans PI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 23 et 24
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi sans plan d'inspection
Prescription contrôlée :
<p>Article 23</p> <p>Les opérations de requalification périodique sont effectuées sous la responsabilité d'un organisme habilité suivant les dispositions du I de l'article 34 du présent arrêté.</p> <p>L'organisme habilité peut reconnaître le personnel effectuant tout ou partie des opérations de contrôle dans des conditions fixées par décision du ministre chargé de la sécurité des équipements industriels.</p> <p>Les centres de regroupement dans lesquels sont effectués tout ou partie des opérations de la requalification périodique d'équipements sous pression fabriqués en série et qui disposent d'un système d'assurance de la qualité approprié peuvent effectuer lesdites opérations dans les conditions prévues par l'annexe 4 du présent arrêté.</p> <p>Hormis le cas des requalifications périodiques déléguées dans leur totalité aux centres de regroupement, l'organisme habilité est présent lors de l'épreuve.</p> <p>Lorsque le centre de regroupement effectue en totalité les opérations de requalifications, celui-ci appose la marque dite à " tête de cheval " et émet l'attestation de requalification périodique conformément aux dispositions des articles 24 et 25 du présent arrêté par délégation de l'organisme habilité. Lorsqu'une non-conformité entraînant une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, le centre de regroupement en informe l'organisme habilité sans délai.</p> <p>Article 24</p> <p>En cas de succès de la requalification périodique d'un équipement, autre qu'une tuyauterie, l'organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté appose, au voisinage des marques réglementaires préexistantes, la date de la dernière opération de requalification périodique suivie de la marque dite à " tête de cheval ".</p> <p>Le marquage est effectué directement sur le corps de l'équipement ou, si cette apposition est susceptible d'altérer le niveau de sécurité de l'équipement, par tout autre moyen inaltérable jusqu'à la prochaine requalification selon des modalités définies par le ministre chargé de la</p>

<p>sécurité industrielle.</p> <p>Lorsque la valeur de la pression d'épreuve de requalification est diminuée dans les conditions prévues par l'article 21, la nouvelle valeur, précédée de la lettre E, est portée au voisinage immédiat de la mention de celle relative à l'épreuve précédente.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection n'a pas localisé de manière certaine le marquage réglementaire suite à la dernière requalification périodique sur le générateur de vapeur.</p> <p>L'exploitant précisera à l'inspection la localisation du marquage suite à la dernière épreuve réglementaire et transmettra une photographie afin de le justifier.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant précisera à l'inspection la localisation du marquage suite à la dernière épreuve réglementaire et transmettra une photographie afin de le justifier.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>